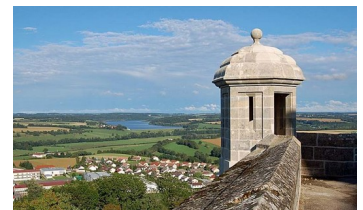
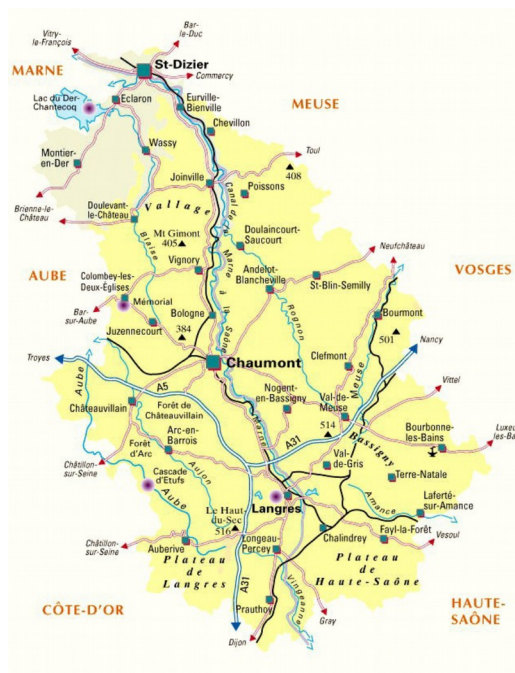


Rapport d'activité 2019

Direction Départementale des Finances Publiques de la Haute-Marne



1. LES RESSOURCES DE LA DIRECTION

1.1. LES RESSOURCES HUMAINES ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Situation des effectifs au 31/12/2019 :

SERVICES	IMPLANTES					EFFECTIF REEL					Comparatif IMPLANTES EFFECTIF REEL					TOTAL Affectés
	ES	A	B	C	total	ES	A	B	C	total	ES	A	B	C	TOTAL	
DIRECTION	10	17	13	6	46	12,8	17,5	11,7	7,0	49,0	2,8	0,5	-1,3	1,0	3,0	52
PUC-PCRP	1	2	3	0	6	0,0	2,0	2,0	0,0	4,0	-1,0	0,0	-1,0	0,0	-2,0	4,0
PUC-POLE ICE	1	3	3	0	7	1,0	3,0	2,0	0,0	6,0	0,0	0,0	-1,0	0,0	-1,0	6,0
BCR	0	1	2	0	3	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	-1,0	0,0	-1,0	3,0
SIP (C2)	1	1	7	7	16	1,0	1,0	4,0	4,8	10,8	0,0	0,0	-3,0	-2,2	-5,2	13,0
SIE (C2)	2	1	6	1	10	1,0	1,0	5,0	0,0	7,0	-1,0	0,0	-1,0	-1,0	-3,0	8,0
PRS (C3)	1	1	2	0	4	1,0	1,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4
CDIF	1	1	5	1	8	0,0	1,0	4,0	1,0	6,0	-1,0	0,0	-1,0	0,0	-2,0	8
SPF E(C2)	1	0	7	4	12	1,0	0,0	6,7	1,8	9,5	0,0	0,0	-0,3	-2,2	-2,5	10
TRESORERIE de CHAUMONT (C2)	1	2	6	7	16	1,0	2,0	5,6	2,8	11,4	0,0	0,0	-0,4	-4,2	-4,6	13
PAIERIE DEPARTEMENTALE (C2)	1	1	3	5	10	1,0	0,3	2,9	4,5	8,7	0,0	-0,7	-0,1	-0,5	-1,3	11
TRESORERIE d'ANDELLOT (C4)	0	1	1	1	3	0,0	1,0	2,0	0,8	3,8	0,0	0,0	1,0	-0,2	0,8	4
TRESORERIE de BOURMONT (C4)	0	1	1	0	2	0,0	1,0	0,9	0,0	1,9	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	2
TRESORERIE de NOGENT (C4)	0	1	1	1	3	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	1,0	-1,0	0,0	4
TRESORERIE de CHATEAUVILLAIN (C3)	1	0	1	1	3	1,0	0,0	1,0	0,8	2,8	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2	3
ACCUEIL PUBLIC (Cité / SIP)	0	0	0	1	1	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1
TOTAL RESIDENCE CHAUMONT	21	33	61	35	150	20,8	32,8	52,8	24,5	130,9	-0,2	-0,2	-8,2	-10,5	-19,1	146
SIP (C2)	1	1	6	5	13	1,0	1,0	5,3	5,1	12,4	0,0	0,0	-0,7	0,1	-0,6	14,0
SIE (C2)	1	1	5	0	7	1,0	0,5	4,2	1,8	7,5	0,0	-0,5	-0,8	1,8	0,5	9
TRESORERIE St-DIZIER OPH (C2)	1	1	7	3	12	1,0	1,9	6,8	3,5	13,2	0,0	0,9	-0,2	0,5	1,2	15
TRESORERIE St-DIZIER COLLECTIVITES (C2)	1	2	4	3	10	1,0	1,5	4,0	3,8	10,3	0,0	-0,5	0,0	0,8	0,3	12
BANT	0	0	2	0	2	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2
TRESORERIE de JOINVILLE (C3)	1	1	2	2	6	1,0	0,0	2,8	1,0	4,8	0,0	-1,0	0,8	-1,0	-1,2	5,0
TRESORERIE de WASSY (C4)	0	1	2	0	3	0,0	1,0	2,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	4,0
SIP JOINVILLE (C2)	1	0	3	0	4	1,0	0,0	3,7	0,0	4,7	0,0	0,0	0,7	0,0	0,7	5,0
TOTAL RESIDENCE SAINT-DIZIER	6	7	31	13	57	6,0	5,9	30,8	16,2	58,9	0,0	-1,1	-0,2	3,2	1,9	66
TRESORERIE de BOURBONNE-LES-BAINS (C3)	1	0	1	2	4	0,0	0,0	1,0	3,0	4,0	-1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	4
TRESORERIE de CHALINDREY (C3)	1	0	1	1	3	1,0	0,0	1,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	4
TRESORERIE de PRAUTHOY (C3)	1	0	3	0	4	0,0	1,0	2,3	0,9	4,2	-1,0	1,0	-0,7	0,9	0,2	5
TRESORERIE de LANGRES (C3)	1	1	5	3	10	1,0	0,0	3,0	3,5	7,5	0,0	-1,0	-2,0	0,5	-2,5	9
SIP(C2)	1	1	3	5	10	1,0	1,0	5,0	3,8	10,8	0,0	0,0	2,0	-1,2	0,8	11
Antenne SIE	0	0	4	0	4	0,0	0,0	4,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
TOTAL RESIDENCE LANGRES	5	2	17	11	35	3,0	2,0	16,3	13,2	34,5	-2,0	0,0	-0,7	2,2	0,8	37
EDR sans résidence	0	0	4	1	5	0,0	0,0	4,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	-1,0	-1,0	5
TOTAL DEPARTEMENT	32	42	113	60	247	29,8	40,7	103,9	53,9	228,3	-2,2	-1,3	-9,1	-6,1	-17,4	254

Au 31/12/2019, la DDFIP de la Haute-Marne compte 228,3 ETP et 254 effectifs physiques pour 247 emplois implantés au TAGERFIP.

A noter, en matière de gestion des effectifs :

* Le recrutement d'un apprenti en Master 2 Droit public du 01/09/2018 au 31/08/2019, qui a commencé sa formation au SPF-E de Chaumont (septembre/décembre 2018) avant de rejoindre les services de direction (secrétariat de direction – contrôle de gestion).

* Le recrutement de deux nouveaux services civiques sur la période d'octobre 2018 à septembre 2019 au SIP de Chaumont et de Langres, portant à :

- Deux services civiques affectés au SIP de Chaumont (octobre 2018 à juillet 2019, et mars 2018 à septembre 2019)

- Un service civique au SIP de Saint-Dizier (octobre 2018 à juillet 2019)

- Un service civique au SIP de Langres (mars 2018 à septembre 2019).

- Analyse pluriannuelle des suppressions d'emplois :

PLF	Évolution nette des emplois	Suppressions				PQM			
		A+/A	B	C	AS	A	B	C	AS
2015	-11	-3	-2	-6	0				
2016	-12	-1	-3	-8	0				
2017	-11	-2	-5	-4					
2018	-21	-4	-9	-8					
2019	-16	-1	-4	-11					
Total	-71	-11	-23	-37	0	0	0	0	0

Sur les 5 dernières années, la DDFiP 52 a dû mettre en œuvre 71 suppressions d'emplois, soit une baisse de 28,74¹% de ses effectifs implantés au 01/01/2019.

Au titre de l'exercice 2019, la DDFiP de la Haute-Marne a supporté 16 suppressions d'emplois.

Globalement, la situation des effectifs physique se rapproche de l'effectif implanté, avec néanmoins un déséquilibre marqué en termes d'effectifs réels et de répartition géographique des agents.

Si la promotion active des nouveaux outils et process « métiers » ainsi que le rythme soutenu des opérations de restructuration de ces dernières années ont contribué à l'absorption des suppressions d'emplois, l'effort doit néanmoins être poursuivi. En effet, plusieurs services connaissent une situation tendue, particulièrement ceux qui pouvaient envisager l'arrivée d'agents suite aux restructurations inscrites à l'ASR 2019 mais qui n'ont pu aboutir.

Outre les dispositifs traditionnels (EDR, SAR, crédits auxiliaires (6,3 ETP en 2019)...), le soutien aux services infra-départementaux rencontrant des difficultés se traduit de manière de plus en plus soutenue par la multiplication des entraides entre services sous différentes formes parfois combinées (protocoles d'entraides au profit, intervention d'un comptable en soutien auprès d'une autre trésorerie, ...).

Ces situations de tension sont connues et suivies par la direction et mobilisent fortement l'équipe de direction

- Localisation et volumétrie des détachements locaux au 31/12/2019:

Grade	Affectation d'origine	Structure de détachement
A	Direction	Paerie
A	Trésorerie de Langres	Direction – Missions supports 50 % et Trésorerie de Chaumont 50 %
A	Trésorerie de Chaumont	Direction – PEP
A	Direction	SIP Chaumont
C	Direction	Paerie
A	Paerie	Direction – CQC
C	Trésorerie de Chaumont	SIP Saint-Dizier
B	Trésorerie de Chalindrey	SIP de Langres
C	SIP de Langres	Trésorerie de Chalindrey

Par ailleurs, à compter de mars 2019, la DDFiP de la Haut-Marne accueille dans le cadre d'un détachement entre administrations, 2 contrôleurs de la Douane, affectés l'un à la BCR et l'autre, en Direction – PSU.

¹ Effectif implanté au 01/01/2019 : 247 emplois, soit 71/247 = 28,74 %.

Présentation chiffrée de l'absentéisme

Année 2017 et suivantes (au 31/12/N) en ETPT :

	Agents affectés	Activité à temps partiel	CLD/CLM	Congés de maladie ordinaire	Congés de maternité	Stage	Prépa. de concours	Activité syndicale / mutualiste	Congés pour enfant malade	Absences diverses
2017	317,32	11,39	4,73	8,86	1,94	3,24	0,37	0,93	0,27	5,30
2018	298,05	11,19	4,01	8,95	0,45	2,47	0,25	0,93	0,35	3,51
2019	282,92	10,84	7,14	10,23	1,04	1,57	0,21	1,20	0,29	1,97

- Rotation des personnels

Agents A et A+ :

	Mobilité externe 2017			Mobilité externe 2018			Mobilité externe 2019		
	Agents sortants	Agents entrants	Total	Agents sortants	Agents entrants	Total	Agents sortants	Agents entrants	Total
A / A+	7	5	12	10	8	18	4	6	10

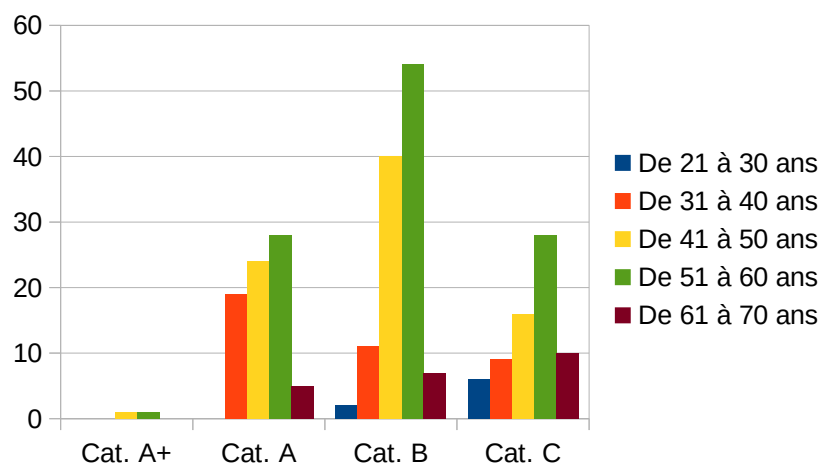
	Mobilité interne 2017	Mobilité interne 2018	Mobilité interne 2019
A / A+	12	5	2

Agents C et B :

	Mobilité externe 2017			Mobilité externe 2018			Mobilité externe 2019		
	Agents sortants	Agents entrants	Total	Agents sortants	Agents entrants	Total	Agents sortants	Agents entrants	Total
B	2	4	6	2	3	5	3	5	8
C	3	3	6	0	2	2	1	0	1
			12			7			9

	Mobilité interne 2017	Mobilité interne 2018	Mobilité interne 2019
B	10	9	4
C	10	3	4

- Pyramide des âges (en date du 31/12/2019)



■ Départs à la retraite en 2019 :

Retraites 2019	Total
A/A+	3
B	4
C	7
Total :	14

Retraites 2020 *	Total
A/A+	2
B	2
C	6
Total :	10

* : Prévisions selon données actuelles

Ces dernières données sont basées sur les âges légaux d'ouverture des droits et non sur un engagement ferme de départ des agents et le dépôt de dossiers de retraite.

FORMATION PROFESSIONNELLE :

L'équipe locale, constituée de 19 formateurs, est intervenue en 2019 pour un total de 592 heures (dont 73 pour la DDFiP52, et 519 heures pour d'autres directions ou services à compétence nationale).

Les agents du département ont bénéficié de 505,7 jours agents de formation (3 pour la formation initiale; 495,2 pour la formation continue ; 7,5 pour les préparations aux concours).

S'agissant en particulier de la formation continue, il convient de noter que 107,9 jours ont été consacrés aux métiers de la gestion publique, 193 jours à ceux de la gestion fiscale, et 194,3 jours pour les formations transverses.

La forte diminution du nombre de formation par rapport à 2018 est liée au volume de formation PAS réalisé en 2018 et non reconduit en 2019.

Il convient de noter en matière de concours internes et d'examens professionnels, l'admission sur liste principale de 3 collègues du département aux épreuves organisées sur les différents grades. 9 agents se sont inscrits aux préparations écrites, 4 aux stages présentiels.

1.2. LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET LES MOYENS BUDGÉTAIRES

Avec une dotation globale de fonctionnement (DGF) totale de 1 124 831 € (1 064 825 € en incluant les dotations de deuxième et de 3ème niveau et un abondement complémentaire de 60 006 €), l'exécution 2019 a pu être réalisée sans dépassement budgétaire.

L'intégralité de l'enveloppe allouée a été consommée, sans reliquat sur l'unité opérationnelle de la DDFiP de la Haute-Marne au 31 décembre 2019.

Par ailleurs, les charges à payer, qui comprennent les factures reçues postérieurement à la date de la fin de gestion du 10 décembre, s'élèvent à 13 516,78 €, montant comparable à celui des exercices précédents.

L'exécution budgétaire annuelle est présentée dans le tableau suivant :

Référentiel activités				Exécution 2019		Observation		
Opérations programmées (OP)	Opérations budgétées (OB)	Activité	Code activité	AE	CP			
Dépenses immobilières 01560001	Dépenses du propriétaire 0156000101	acquisitions/constructions	015600010101	19 954	25 592	Ces dépenses correspondent, pour l'essentiel, à la libération des retenues de garanties sur les lots travaux relatifs à l'opération d'aménagement de boîtes de réception à l'usage de la DDFIP à la cité administrative de Chaumont menée en 2018 et d'autre part, au règlement du solde du coût travaux inhérents au réaménagement d'espaces de bureaux du CDFIP de Saint-Dizier afin de permettre l'intégration des services de la trésorerie de Saint-Dizier Etablissements hospitaliers.		
		travaux structurants	015600010102					
		entretien lourd	015600010103	81 243	81 732	Baisse par rapport à 2018 qui s'explique par la prise en charge en 2018 du coût de l'opération de désamiantage préalable aux travaux engagés sur le site de Saint-Dizier (42 636 €) qui a également fait l'objet d'un abondement spécifique au titre de l'enveloppe travaux allouée à cette même opération. L'essentiel du poste de dépense correspond aux charges de copropriétés réglées par la DDFIP au titre de la cité administrative (Soit 78 215,03). Le reliquat de dépense concerne la réalisation de DAT amiante.		
	Sous-Total (OB) "Dépenses du propriétaire"				101 197	107 324		
	Dépenses de l'occupant 0156000102	entretien courant	015600010201	165 295	171 703	L'augmentation de ce poste de dépense s'explique par la réalisation d'opérations d'amélioration (Optimisation éclairage espace de travail,...) à la faveur des marges de manœuvre budgétaires dégagées sur les autres lignes de dépenses.		
		énergies et fluides	015600010202	9 524	9 669	Diminution de cette ligne de dépense qui s'explique notamment par les opérations de redensification des sites domaniaux couplés à la baisse des effectifs agents implantés. Ce constat reste toutefois à pondérer par la non réception d'une facturation de la part d'un fournisseur concernant la consommation du CDFIP de Saint-Dizier (environs 800 €)		
		loyers non budgétaires	015600010204	123 039	95 864	Baisse significative de cette ligne de dépense à la faveur de l'opération de regroupement sur un site domanial de l'ensemble de nos services localisés sur la commune de Saint-Dizier. Ce qui a permis un gain de 54 582,21 € sur l'année 2019 (doit 9 mensualités de loyer)		
		prestations intellectuelles	015600010205	990	1 134	Dépense correspondant au solde du coût des prestations intellectuelles engagées au titre des travaux réalisés dans le cadre de l'opération de densification des services au sein du CDFIP de Saint-Dizier		
		services	015600010206	8 939	114 028	Ce poste de dépense reste relativement stable. La baisse relative du niveau de dépense s'explique pour l'essentiel par la suppression des prestations de nettoyage des locaux jusqu'alors occupés par les services de la trésorerie de Saint-Dizier Etablissements hospitaliers qui ont intégré le site du CDFIP de Saint-Dizier à la faveur de l'opération de densification mentionnée supra.		
		autres dépenses	015600010207	6	6			
Sous-Total (OB) "Dépenses de l'occupant"				307 793	392 404			
Total (OP) "Dépenses immobilières"				408 990	499 728			
Dépenses métier 01560002	Dépenses métier 0156000201	dépenses d'affranchissement	015600020101	242 694	226 751	Baisse de l'ordre de 33 000 € par rapport à l'exercice 2018 sous l'effet cumulé des différentes mesures de rationalisation de la dépense mise en œuvre sur cette ligne budgétaire. Constat à pondérer par le décalage dans le temps du coût de l'affranchissement inhérent à l'envoi des titres relatifs à la redevance des ordures ménagères de la com com du Grand Langres, arrivées tardivement en décembre 2019		
		impression et reprographie	015600020102	32 826	44 689	Augmentation du niveau de dépense en AE par rapport à n-1 du fait des engagements pluriannuels initiés dans le cadre du déploiement du marché SOLIMP3. Augmentation relative du niveau de consommation en CP directement liée à un surcoût de 2000 € en raison de la maintenance de mopeurs et de l'achat en fin d'année, de papier afin de reconstituer des stocks grâce aux marges budgétaires disponibles.		
		frais de déplacement mission (hors formation)	015600020103	96 702	96 607	A noter que le coût inhérent à la location du matériel de reprographie a baissé de près de 2000 € grâce à la rationalisation du parc de mopeurs initiée à la faveur du déploiement du marché Solimp 3.		
		frais de justice	015600020104	12 418	12 418	Baisse relative de cette ligne de dépense qui reste toutefois à pondérer a posteriori par le niveau de CAP 7 424,63 € en la matière afin de s'assurer qu'il n'y a pas un décalage dans le temps quant à la réalisation de la dépense sur cette ligne Budgétaire.		
		frais bancaires	015600020105	9 676	9 676	Poste de dépense stable. Le niveau de dépense étant directement fonction du volume d'affaire contentieuse à instruire		
		remises versées aux débiteurs de tabac	015600020106	9 206	9 206	Poste de dépense stable		
		Total (OP=OB) "Dépenses métiers"				385 110	380 935	
		Dépenses informatiques 01560003	Informatique du réseau 0156000302	achat de services informatiques et de logiciels	015600030201	997	939	Augmentation du niveau de dépense sur cette ligne budgétaire qui s'inscrit d'une part dans le renouvellement massif du parc d'UC et de PC portable dans le cadre du déploiement progressif de Windows 10 et du télétravail.
matériels & consommables informatiques	015600030202			66 733	66 552			
Frais de réseau 0156000303	frais de réseau		015600030301			On peut constater une baisse relative de cette ligne de dépense sous l'effet cumulé de la rationalisation de notre parc de téléphonie mobile et des abonnements de téléphonie fixe. A noter également que le niveau de consommation 2018 intégrait le coût d'achat de matériel de téléphonie qui ne trouve pas son équivalent au titre de l'exercice 2019.		
télécommunications 0156000304	télécommunications		015600030401	37 931	37 076			
Total (OP=OB) "Dépenses informatiques"				105 661	104 567			
Dépenses de fonctionnement courant 01560004	Dépenses de fonctionnement courant 0156000401	achats - locations & entretien de matériels	015600040101	42 928	42 265	L'augmentation constatée par rapport à 2018 sur le poste "achats - locations & entretien de matériels " résulte de l'acquisition, à la faveur des marges de manœuvre dégagées sur les autres lignes de dépense de mobilier, fauteuils de bureau et lampadaires basse luminance dans un souci d'amélioration des conditions de travail des agents pour plus de 18 000 €.		
		formation	015600040102	49 030	49 030	Forte baisse sur cette ligne de dépense malgré la prise en charge du coût du contrat d'apprentissage d'un apprenti (6230,00 €)		
		sécurité fonctionnement	015600040103	11 234	11 234	Forte baisse par rapport à l'exécution budgétaire n-1 où le niveau de consommation intégrait le coût du déménagement des brigades à la cité administrative de Chaumont et de la première vague de déménagement préalable à la réalisation des travaux sur le site du CDFIP de Saint-Dizier.		
		frais de transports	015600040104	6 312	6 609	Dépense correspondant à la prise en charge sur DGF du coût de la part agent suite à une erreur d'attribution de tickets restaurant		
		action sociale	015600040105	309	309	Augmentation de ce poste de dépense suite à l'évolution à la hausse du coût des frais médicaux (+1270 €) et de réception (823 €)		
		prestations de service	015600040106	5 693	5 333	Baisse significative de ce poste de dépense à mettre à l'actif des modalités d'approvisionnement en fourniture des services (commande centralisée et suivies en direction) (Dépense 2018 : 12 309 € / Dépense 2019 : 7 895 €)		
		fournitures	015600040107	11 410	11 450			
		moyens généraux	015600040108	13 135	13 373	Poste de dépense constant n'amenant pas de remarque particulière		
		Total (OP=OB) "Dépenses de fonctionnement courant"				140 051	139 603	
TOTAL				1 039 812	1 124 833			

Dépenses d'amélioration

Des mesures visant à améliorer les conditions de vie au travail ont pu être mises en place dans les domaines suivants :

Informatique

Les investissements informatiques réalisés au cours de l'année 2019 sont restés, notamment à la faveur des abondements de fin d'année, particulièrement conséquents.

Ceux-ci ont permis en 2019 de conforter l'effort soutenu sur le poste "informatique" conduit depuis 2017 avec le financement d'unités centrales et d'ordinateurs portables, en nombre supérieur aux seuils minimums d'acquisitions garantissant le renouvellement du parc informatique (90 unités centrales de type "Tiny" pour 24 806 €, 45 ordinateurs portables / ultra portables : 29 901 €).

En 2019, l'équipement des postes de travail en double écran de tous les agents le souhaitant a été finalisé, limitant l'acquisition d'écrans à un stock de sécurité (20 écrans pour 2 480 €, stock de précaution permettant de faire face aux éventuelles pannes).

De même, un certain nombre de PC portables avait été commandé en anticipation de l'équipement de la salle de réunion / formation de la rue de Lorraine, et d'un stock à destination des agents intervenant en EFS et souhaitant télétravailler.

Ce stock a rapidement été mobilisé, début 2020, pour faire face à la crise sanitaire.

La DDFiP de la Haute-Marne a engagé plusieurs opérations immobilières au cours de l'année de gestion 2019, qui s'inscrivent pleinement dans une logique de rationalisation de nos implantations :

- Réaménagement d'espaces de bureau du CDFIP de Saint-Dizier dans l'optique de la densification des locaux prévue en 2019 avec l'intégration de la trésorerie de Saint-Dizier Etablissements hospitaliers. Fin de l'opération en mars 2019.
- Premiers travaux de réaménagement de la rue de Lorraine dans l'optique du déménagement des services de la Direction en 2020 (travaux de plomberie : futur "espace de convivialité", 1 720 €, révision des sanitaires et radiateurs 6 324 €), de mise à niveau des éclairages (espaces de circulation et de bureau, luminaires LED : 26 000 €), acquisition de mobiliers, renouvellement de l'ensemble des stores (19 023 €).

Améliorations diverses

Grâce aux marges de manoeuvre budgétaires dégagées, une partie des dotations complémentaires de fin d'année a été consacrée à l'acquisition de matériel ergonomique. Ainsi, des lampadaires basse luminance (16 unités / 8 274 €) et des souris ergonomiques (4 unités / 230 €) ont été commandés ainsi que des tables pliables à roulettes (future salle de formation rue de Lorraine : 13 tables / 9 278 €).

De même, des travaux ont été entrepris sur les éclairages des espaces de travail afin d'améliorer le confort visuel des agents (luminaires LED : Saint-Dizier : 15 468 €).

Le déploiement de stores est poursuivi (Saint-Dizier : 585 €, Cité administrative (PRS, BCR, SIP) : 17 694 €, acquisition fin 2019 pour une prestation réalisée en 2020).

Economies réalisées

La rationalisation et la restructuration des implantations départementales ont permis de réaliser des économies significatives sur les postes de fonctionnement. Particulièrement, l'opération de densification du Centre des Finances publiques de Saint-Dizier. De plus, celle-ci a généré une économie de près de 55 000 €, suite à la résiliation du bail locatif des anciens locaux occupés par la trésorerie de Saint-Dizier Etablissements hospitaliers.

En outre, différentes mesures génératrices d'économies, déjà en place, ont été prolongées voire approfondies en 2019.

Ainsi, les dépenses d'affranchissement continuent de diminuer (- 33 000² € globalement entre 2018 et 2019), sous l'effet conjugué des différentes mesures mises en place depuis 2017 afin de rationaliser cette ligne de dépense :

- Recours croissant au PES-ASAP qui explique en grande partie la baisse constatée quant au nombre de plis traités via le courrier industriel ;

²: Montant à pondérer de la facturation décalée début 2020 des titres de redevance d'ordures ménagères, arrivés tardivement fin 2019 (environ 8 000 € plis soit une économie de l'ordre de 3 500 €).

- Optimisation du recours au tarif d'affranchissement "courrier industriel mécanisable" grâce à la standardisation des normes d'adressage et à la rationalisation de l'affranchissement en courrier recommandé.

- Rationalisation et limitation du nombre de navettes courriers entre les différents sites du département.

La baisse constante du nombre de plis traités directement par nos services est également soulignée. Celle-ci impacte directement le niveau de consommation budgétaire de ce poste de dépense, permettant de faire face aux évolutions tarifaires de La Poste.

Il s'agit notamment de la maîtrise de coûts d'affranchissement, toujours essentielle. Dans une moindre mesure, le coût relatif aux solutions d'impressions (location et coût copie) affiche une baisse de près de 2 000 € entre les deux exercices budgétaires sous l'effet de la rationalisation de nos implantations géographiques. Toutefois, la DDFiP 52 affiche toujours un ratio d'équipement en solutions d'impression jugé élevé, comparativement aux taux d'équipement inter-régional (*ratios définis avant la crise sanitaire*).

Le CHS-CT52

En 2019, le budget alloué au CHS-CT de la DDFiP de la Haute-Marne, d'un montant de 33 281.00 € a été utilisé à hauteur de 32 894.07 €.

- Cette dotation a permis d'impulser et de financer des actions de prévention des risques professionnels inscrits au DUERP et d'améliorer les conditions de vie au travail selon les mêmes lignes directrices que celles établies en 2018.

- Ainsi, indépendamment de la diminution de près de 6 % (1) du budget alloué à l'instance par rapport à 2018, le financement du CHSCT a permis de reconduire des actions de prévention inhérentes aux dangers liés à l'environnement physique de travail à hauteur de 8 770.22 €, avec un focus porté sur les mises en conformité électrique (6 798.24 €).

- La politique pluriannuelle de déploiement de matériel ergonomique (sièges / lampadaires basse luminance...) a également été reconduite et renforcée sous l'impulsion de la direction et avec la participation financière du CHSCT. Une attention particulière a été portée aux problématiques d'ambiance lumineuse qui s'est traduite par le déploiement de luminaires et la pose de stores pour un coût global de 7 295.63 €.

- Enfin, le CHS-CT a consacré 10 152 €, soit plus de 30% de son enveloppe budgétaire, à des actions de formations, notamment les formations Sauveteur Secouriste du Travail.

¹ lié aux effectifs

2.1. Synthèse des indicateurs

Code	Libellé	Cible	2019		
			Réalisé courant	Réalisé courant de la délégation	Réalisé courant national
QUALITÉ DE SERVICE					
IQS	Qualité de service Marianne	75,00%	88,49%	83,77%	74,97%
FISCALITÉ					
CF-06-DDFIP	Nombre d'opérations de contrôle (renové]	18	18	1907	30199
CF-41	Taux net de recouvrement DGFIP en droits et pénalités sur créances de contrôle fiscal externe et de contrôle sur pièces au titre de l'année N-1	65,70%	69,18%	62,28%	68,07%
GF-08	Taux de recouvrement forcé des amendes et condamnations pécuniaires (TRA]	40,00%	38,92%	28,71%	21,67%
GF-27	Délai moyen de mise à jour du fichier immobilier (en jours ouvrés]	15,0 j	133,0 j	77,3 j	130,3 j
GF-35	Taux net de recouvrement des impôts des particuliers hors contrôle fiscal	99,30%	99,28%	99,20%	99,13%
GF-36	Taux net de recouvrement des impôts des professionnels (y compris CFE et CFP]	98,50%	99,06%	98,63%	98,36%
GF-37	Taux de fiches sans suivi au cours des 12 derniers mois dans l'application LASCOT	10,00%	3,00%	11,76%	32,72%
JF-01	Taux de réponses définitives en moins de 30 jours aux demandes adressées au conciliateur fiscal départemental	92,70%	100,00%	95,58%	88,64%
JF-03	Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR, de TH et de CAP des particuliers traitées dans le délai de 30 jours par les services locaux	98,00%	99,22%	98,08%	95,66%
GESTION PUBLIQUE					
CL-08	Indice de Qualité des Comptes Locaux : IQCL	18	18,39	17,38	17,22
CL-09	Taux brut de recouvrement des produits locaux (hors fiscalité et dotations) de l'exercice N-1 au 31.12.N (hors OPH]	97,50%	98,40%	98,59%	98,06%
CL-11	Délai de paiement par les comptables des dépenses du secteur local	5,3 j	4,8 j	5,3 j	6,3 j

Le maintien des indicateurs a un très bon niveau est souligné : ainsi , au 31 décembre 2019, 9 indicateurs sur les 12 assignés à la direction sont atteints.

2.1.1 – Le contrôle fiscal

Sans être exhaustif, il convient de souligner les bons résultats, à la fois quantitatifs et qualitatifs, obtenus en matière de contrôle fiscal externe, alors même qu'après le transfert de la BDV à la DIRCOFI, le PUC ne disposait d'aucune affaire en stock en début d'année.

La lutte contre la fraude se traduit notamment par le progrès du taux de répressif, + 9 points par rapport à 2018 (21,43 %), et de celui du taux net de recouvrement des créances de contrôle fiscal, + 7 points (69,18%).

De même, le CSP des professionnels est en progression constante depuis 3 ans, augmentation des droits (1,5M € soit + 7,9%), du nombre de dossiers clos (246 soit + 7,9%) et du pourcentage de dossiers avec suite (43,5%), même si cette proportion reste un peu en retrait par rapport à ce qui est observé au plan national et régional.

Si le rendement financier du CSP des particuliers présente également une situation favorable (1,56 M €), le nombre de dossiers clos chute de 25 % par rapport à 2018. Ce retrait s'explique notamment par la situation RH

tendue au sein des SIP de Joinville et de Langres qui participaient jusqu'en 2018 avec le PUC au CSP d'initiative. Pour autant, le taux de CSP avec suite (60,92%) reste supérieur au niveau régional et national.

2.1.2 – Les affaires juridiques

Les objectifs sont encore une fois tous dépassés (JF03 - réclamations traitées dans les 30 jours - 99,22 % et JF01 – conciliateur - 100 %). Ces résultats sont également à apprécier au regard d'une augmentation des flux de 6 %. Les services ont pris en charge près de 840 réclamations supplémentaires par rapport à 2018 (543 contentieux PAS).

2.1.3 – Le recouvrement des produits locaux

Le taux de recouvrement des produits locaux continue de progresser (98,40 %) sous l'effet conjugué de plusieurs actions (plan d'action du trésorier de Langres, augmentation significative des poursuites, SATD + 74,26%, et du nombre de dossiers PCA transférés à l'huissier de justice + 19,89%).

L'impact bénéfique qu'a pu avoir l'excellent niveau de fiabilisation de la base tiers Hélios (66,83%) sur le recouvrement n'est pas à négliger.

2.1.4 – Le recouvrement des impôts des professionnels

La situation était particulièrement satisfaisante au 31/12/2019 (GF36 à 99,06%) et ce malgré la prise en charge dans la dernière quinzaine de décembre d'une créance de CFE d'un montant de plus de 370 K € sur laquelle le service n'a pas eu le temps d'agir.

2.1.5 – Le recouvrement des amendes

Le taux de recouvrement des amendes enregistre un recul de plus de 7 points par rapport à 2018, sous l'effet d'une augmentation globale des prises en charge de plus de 9 % (et notamment des amendes délictuelles plus difficiles à recouvrer (usage de stupéfiant)), de difficultés rencontrées en début d'année et du moindre niveau de la fiabilisation de la base tiers en raison d'une situation RH tendue.

Afin de restaurer la situation, un suivi rapproché de la mission a été mis en œuvre.

2.1.6 – Les missions foncières

Le taux de fiches sans suivi au cours des 12 derniers mois dans l'application Lascot - GF 37 - est seulement de 3%, résultat du pilotage rapproché mis en œuvre tant par les chefs de service en charge de la mission foncière que par le PSU.

Le faible nombre de contentieux d'attribution (1,19%) traduit également un bon niveau de fiabilité des fichiers.

A ce propos, il convient de souligner que la mise en œuvre de la transmission automatique des mutations immobilières entre les applications FIDJI et MAJIC via BNDP, au fil de l'eau, dès la validation de la vérification de l'acte en publication sans attendre la validation de la journée de publication et par suite de l'arrêté de publication, a eu un effet bénéfique sur la mission (mars 2019). Cette évolution a été particulièrement importante et appréciée dans un contexte de forte dégradation du délai de publication par les SPF.

Par ailleurs, il convient de rappeler que la DDFIP s'est engagée dans une opération d'ampleur de vectorisation du plan cadastral en partenariat avec le conseil départemental dans le cadre d'une convention signée en décembre 2016, qui concerne 366 communes. Suite au retard du calendrier des opérations (changement de prestataire), 67 communes ont été vectorisées en 2019 .

La cadence moyenne de vectorisation, qui prévoyait la clôture des opérations pour fin 2022, est ralentie en raison de la phase de raccordement de feuilles qui implique des échanges supplémentaires entre le prestataire et le CDIF, échanges non prévus dans le planning initial. La clôture des travaux devrait avoir lieu en mars 2023.

S'agissant du géoréférencement, les 33 communes devant être prises en charge par la BNIC de Nancy l'ont été comme prévu en 2019 .

L'activité des géomètres sera encore en 2020 essentiellement et prioritairement consacrée à cette mission car fortement mobilisée pour toutes les opérations techniques et chronophages de montée en charge.

Au 31/12/2019, la part d'activité des géomètres consacrée aux travaux fiscaux tangente la cible fixée à 20% (19,97%) .

À titre indicatif, la nature des travaux fiscaux auxquels les géomètres participent d'ores et déjà est relative à l'assistance des collectivités pour Visudgip, la mise au point fiscale lors de la prise en charge des AFAF, des remaniements et après la tournée de conservation pour l'évaluation du non bâti, l'instruction du contentieux nécessitant une visite sur place, les opérations réalisées dans LASCOT (correction des adresses, des références cadastrales, précisions sur l'évolution des travaux, création de fiches pour des constructions sans permis etc), les fusions de communes, les réunions de parcelles, la réception du public physique et téléphonique...

2.1.7 - La publicité foncière

Le délai de publication (indicateur GF27) pour les deux SPF (unifiés de fait) s'est effondré, passant de 18,2 jours en 2018 à 133 jours en 2019.

Plusieurs causes ont été identifiées : une augmentation du flux de près de 5 % par rapport à 2018, associée à une situation RH difficile, survenue dès le mois d'avril 2019 et qui a perduré jusqu'en août expliquent ce résultat malgré le renfort d'un EDR qu'il a fallu former à cette mission très spécifique et, enfin, le retard dans la réalisation de la bascule ANF.

Toutefois, dans ce contexte délicat, il convient de souligner les points positifs suivants, qui traduisent l'engagement du service : la résorption des CIP (2M € réduits de 75 % après une importante opération de toilettage de la balance clients et de suivi des fichiers des virements non imputés) ainsi qu'un taux de délivrance des renseignements sur les immeubles dans les 10 jours égal à 100% (GF24) .

2.1.8 – Le secteur public local

Les indicateurs du SPL s'inscrivent de nouveau à des niveaux excellents.

90% des budgets sont en totale dématérialisation au 4ème trimestre 2019, chiffre très élevé compte tenu de la quasi-absence de dématérialisation dans le secteur hospitalier.

Le PES ASAP est également très développé et ne pourra continuer sa progression qu'avec la mise en oeuvre du PES ORMC.

Les délais de paiement restent d'un niveau excellent, bien qu'en léger retrait par rapport à 2018 avec un délai global de paiement (CL17) de 22,61 jours et un délai du comptable (CL 11) de 4,83 jours, bien que la situation des hôpitaux obère ces résultats.

L'indicateur de qualité des comptes locaux est depuis plusieurs années au-delà de 18, les comptes sont visés presque totalement au 15 mars et la base tiers présente un taux de reconnaissance de plus de 65%. Tous ces éléments traduisent le travail de fond conduit depuis plusieurs années par les services de la DDFIP.

2.2 – Zoom particulier sur la première année de mise en oeuvre du PAS :

La mise en oeuvre du prélèvement à la source a mobilisé l'ensemble des services de la DDFIP pour renseigner les particuliers et les employeurs qu'il s'agisse d'entreprises ou d'administrations.

Ainsi, près de 19 000 personnes ont été accueillies en présentiel ou par téléphone en sus de celles qui l'ont été au moment de la déclaration des revenus ou de la réception des avis d'imposition. Un vaste plan de formation a été déployé de septembre 2018 à décembre 2019. Au total 119 agents en ont bénéficié.

La mise en oeuvre du PAS a fait l'objet de 4 actions de communication.

2.3 – Le Sfact de Langres :

Le SFACT local, mis en place à Langres le 1^{er} septembre 2018, a connu en 2019 une première année complète de fonctionnement qui a permis de fiabiliser progressivement les processus de travail, tant du côté du SFACT que du côté des services prescripteurs. Malgré le départ au 1^{er} septembre 2019, non remplacé, d'un agent de la collectivité, la cible d'une prise en compte de deux nouvelles collectivités au 1^{er} janvier 2020, avec un second système informatique, a été maintenue.

2.4- Maîtrise des risques et audit

Le programme de contrôle interne, établi en étroite collaboration avec les pôles métiers, a été très largement suivi, avec un excellent taux de réalisation de 91,13 %.

Parallèlement, la mission d'audit est très présente dans les services : dans un contexte de réformes structurelles, l'intervention de la mission de la Mission départementale Risque et Audit participe pleinement au soutien du réseau (audits de process-conseils, contrôles des régies à enjeux SPL).